

Peter Dale SCOTT

L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

-

La finance, le pétrole,
et la guerre perpétuelle

Traduit de l'américain
par Maxime Chaix

Éditions Demi-Lune
Collection Résistances

AVANT-PROPOS DE L'AUTEUR

Les États-Unis, la France et l'État profond international

L'État profond américain devrait être une préoccupation universelle, et particulièrement en France. Ce système renforce le milieu supranational des super-riches (le « supramonde »), dont seulement 80 d'entre eux possèdent autant que 3,5 milliards d'êtres humains.¹ Grâce à la croissance récente et colossale de la richesse à travers le monde, ceux qui composent l'« élite de pouvoir globalisé » réunie chaque année au Forum de Davos ont aujourd'hui plus d'influence sur la gouvernance mondiale que ceux qui siègent à l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Les participants de Davos n'ont pas besoin de donner leurs instructions à l'État profond américain, qui s'est structuré pour satisfaire les intérêts de Wall Street et d'autres milieux, dont celui du crime organisé.² Certains éléments de ce supramonde font partie des « élites de l'ombre, dont l'influence découle de moyens illicites ou non conventionnels. »³ D'autres acteurs, tels que le vendeur d'armes saoudien Adnan Khashoggi* – qui fut autrefois appelé « l'homme le plus riche du monde » – font partie intégrante de l'Histoire de l'État profond américain.

Depuis l'après-guerre, ce système de gouvernance opaque et informel s'est progressivement internationalisé. Dans les années 1980, William Casey – le directeur de la CIA sous la présidence Reagan – contourna sa propre agence pour financer la guerre secrète contre les Soviétiques en

* Note du traducteur : En France, l'homme d'affaires franco-libanais Ziad Takieddine pourrait incarner – à l'image de Khashoggi outre-Atlantique – un État profond français aux ramifications globales.⁴

Afghanistan. Pour ce faire, il eut recours aux services de la BCCI (Bank of Credit and Commerce International), une multinationale bancaire corrompue et impliquée dans le trafic de drogue global, qui était enracinée au Pakistan, au Luxembourg, en Arabie saoudite, ainsi qu'à Abou Dhabi. Plus récemment, des éléments de l'État profond américain – notamment la puissante entreprise de services pétroliers Halliburton –, se sont mis à l'abri de la supervision des autorités US en délocalisant leurs sièges sociaux dans les capitales moins régulées du golfe Persique.⁵

Pendant deux décennies, depuis l'attentat à la station Saint-Michel du RER B en 1995 jusqu'à ceux de *Charlie Hebdo*, de Montrouge et de l'Hyper Cacher début 2015, la France a souffert du terrorisme. La vague d'attentats de l'été 1995 en France fut perpétrée par d'anciens moudjahidines ayant combattu en Bosnie ; le chapitre 4 de ce livre décrit comment cette campagne bosniaque a notamment été soutenue par le centre al-Kifah de Brooklyn, New York – qui était alors protégé par les autorités US.⁶ Dans cet ouvrage, je retracerai l'historique de la protection et du soutien clandestins, par les États-Unis, de réseaux terroristes pourtant considérés comme ennemis.

Ce processus est étroitement lié à la prétendue guerre « contre » le terrorisme lancée par George W. Bush en 2001, et menée avec la coopération de l'Arabie saoudite, du Qatar et du Pakistan. Or, les élites de ces trois pays ont été les principaux soutiens financiers et politiques des réseaux jihadistes que les États-Unis sont censés avoir combattus jusqu'à présent. Dans le même temps, les plus farouches opposants à ces terroristes sunnites – les gouvernements d'Irak, de Libye, de Syrie et d'Iran – ont été renversés (Irak et Libye), déstabilisés avec l'appui des États-Unis et de la France (Syrie) ou sanctionnés et menacés en tant qu'éléments de l'« Axe du Mal » (Iran). Selon des estimations crédibles, cette guerre « contre » le terrorisme aurait engendré *au moins* 1,3 million de morts en Afghanistan, en Irak et au Pakistan depuis 2001 – une campagne militaire globale que j'ai rebaptisée « guerre de terreur » dans le chapitre 6 de cet ouvrage.⁷

La stratégie commune des États-Unis et de l'Arabie saoudite dans la défense du système des pétrodollars a sous-tendu ces politiques perverses et dangereuses. Ainsi, les importations de pétrole du golfe Persique – qui sont réglées en dollars – ont été compensées par les

exportations d'armes vers les pétromonarchies, dont le royaume des Saoud qui en fut le premier importateur en 2014.⁸ Comme je l'explique dans ce livre, une part des profits de ces contrats d'armement ont été utilisés pour financer des opérations clandestines, comme l'Iran-Contra ou la guerre secrète en Afghanistan dans les années 1980.

Dans ce contexte de guerre perpétuelle, il est urgent que les citoyens des États-Unis – mais aussi de la France et plus largement de l'Europe – fassent pression sur leurs gouvernements pour stopper cette stratégie basée sur le pétrole et les armes. Il est donc indispensable de mieux comprendre ce système de l'État profond, et c'est l'un des principaux buts de ce livre.

